

Vive l'Anarchie - Semaine 52, 2019

Sommaire

- Nouvelle publication... L'Envol
- Valence d'Agen (Tarn-et-Garonne) : Et ça a fait boum une troisième fois
- Onans (Doubs) : Réunion agitée pour les promoteurs du projet de parc éolien – Fin novembre 2019
- Savasse (Drôme) : Incendie du relais téléphonique
- Marseille : Attaque incendiaire contre des véhicules de la mairie – 11 décembre 2019
- Leipzig, Allemagne : Incendie de bagnoles et d'antenne de flics – 29 décembre 2019 [Mis-à-jour, 31.12.2019]
- Chili : Un regard anarchiste sur la situation de révolte et de répression (deuxième partie)
- Des mauvais moments pour les bleus (fin décembre 2019)
- Tortolì (Sardaigne), Italie : Incendie de la voiture personnelle du chef des carabiniers – 17 novembre 2019
- Munich (Allemagne) : Des câbles de Vodafone et des services municipaux incendiés

Nouvelle publication... L'Envol

Publié le 2019-12-30 18:48:05

pavé anarchiste apériodique...

C'est un journal qui est diffusé ces temps. Le premier numéro s'attaque à la "question des violences conjugales" avec un angle anarchiste et féministe. Contre l'État et contre le patriarcat (entre autres). Ouais ouais..

le pdf est choppable directement sur le blog <https://envol.noblogs.org>

Hop-là !

Valence d'Agen (Tarn-et-Garonne) : Et ça a fait boum une troisième fois

Publié le 2019-12-30 18:49:07



Nouvel événement troublant à Valence d'Agen ce

dimanche 29 décembre. Vers 7h15, une explosion a eu lieu au stade Evelyne-Jean-Baylet, à proximité du club-house, bâtiment dont la construction est gérée par l'intercommunalité. D'après les premiers éléments dont nous disposons, **une poubelle contenant une bonbonne de gaz aurait pris feu, faisant exploser l'aérosol.**

Un acte qui rappelle évidemment deux événements qui ont marqué la vie valencienne ; en avril dernier, c'est avec le même procédé qu'un ou plusieurs individus toujours recherchés s'en étaient pris au siège de la communauté de communes des Deux-Rives. Un mode opératoire répété dans la nuit du 13 au 14 juillet, là encore devant le club-house du stade Evelyne-Jean-Baylet.

Le stade est en travaux, cela n'a donc aucune incidence pratique. Mais Jacques Bousquet rappelle qu'il s'est passé exactement la même chose devant ce stade, propriété de la communauté de communes des Deux-Rives, en juillet dernier. Plus tôt, en avril, une bouteille de gaz avait cette fois été mise à feu devant les locaux de cette même collectivité dans le centre-ville de Valence. Communauté de communes présidée depuis sa création en 2002 par Jean-Michel Baylet, ancien maire de la ville, ancien député, ancien sénateur et ancien patron du Département [aussi ancien président du PRG et patron du groupe la Dépêche du Midi; NdAtt.].

Onans (Doubs) : Réunion agitée pour les promoteurs du projet de parc éolien – Fin novembre 2019

Publié le 2019-12-30 18:54:05

Un soir de fin novembre 2019 à Onans (Doubs), une réunion d'information et de promotion du projet éolien des « deux vallées » s'est tenue à la mairie-école avec plusieurs élus et la cheffe du projet de la société Valeco. Dedans comme dehors, l'opposition au projet s'est manifestée de vive voix, et une fois la réunion terminée, une mauvaise surprise attendait celles et ceux venu.e.s faire de la pédagogie et vanter ce projet dévastateur : deux maires et la cheffe du projet de Valeco ont retrouvé leur voiture vandalisée.

« C'était un soir de la fin novembre à Onans. Il y a réunion d'information à la mairie école du village. La société Valeco vient présenter aux élus d'Onans, Étrappe, Faimbe et Médière les variantes du projet éolien en discussions depuis cinq ans. Initialement de sept éoliennes, les prétentions ont été revues à la baisse avec un parc de quatre éoliennes qui pourrait être implanté dans la forêt communale. Les oiseaux blancs ont fondu en nombre mais pris de la hauteur puisqu'ils pourraient mesurer 240 m. Ce soir-là, les opposants s'invitent à la réunion quelque peu chahutée. **Dehors, les banderoles ont été déployées et les slogans anti-éoliens fusent dans la nuit. Dedans, les discussions sont houleuses.**

À la sortie de la réunion, Noël Chavey, le maire d'Onans, et Bruno Beaudrey, le maire d'Étrappe, découvrent avec stupeur que leurs voitures ont été vandalisées. Des rayures griffent les carrosseries. Quant au véhicule de la cheffe de projet de Valeco, elle est couverte de farine et d'œufs en omelette.

Dès le lendemain, le maire d'Onans a saisi la gendarmerie d'une plainte pour dégradations visant clairement l'association des opposants à l'éolien (L'association « Protection des paysages des 2 Vallées vertes »). Son président Marc Vermot-Desroches réfute vivement ses accusations : « En aucun cas notre association n'a commis d'actes répréhensibles, prémedités ou organisés, en marge de notre manifestation devant la mairie. Vandalisme que nous déplorons d'ailleurs ». [...]

[Repris de l'Est Républicain, 30.12.2019]

Savasse (Drôme) : Incendie du relais téléphonique

Publié le 2019-12-30 21:48:17

Le Dauphiné Libéré / dimanche 29 décembre 2019

L'incendie s'est déclaré à 3h30 ce dimanche 29 décembre : **le relais téléphonique multi-opérateurs implanté sur Savasse, près de Montélimar, a été détruit par les flammes, privant de téléphone 17 500 abonnés SFR** se situant sur la partie Sud de la Drôme et de l'Ardèche.

Les gendarmes privilégièrent la piste criminelle. Les hommes de la brigade des recherches ainsi que les techniciens en investigation criminelle sont sur place pour procéder aux premières constatations.



Marseille : Attaque incendiaire contre des véhicules de la mairie – 11 décembre 2019

Publié le 2019-12-30 21:53:22



Dans la nuit du 10 au 11 décembre, des mains indociles

(et pourvues de briquets tempêtes récalcitrants) ont mis le feu à plusieurs véhicules des services municipaux, planqués derrière un haut portail rue Jacques Hébert à Marseille.

Elles se sont éclipsées au moment où la nuit commençait à s'éclairer.

Nombreuses sont les raisons, et les manières, de s'attaquer à la mairie... et au reste chacun, chacune appréciera.

Liberté!

[Publié sur indymedia nantes, dimanche 29 décembre 2019]

Leipzig, Allemagne : Incendie de bagnoles et d'antenne de flics – 29 décembre 2019 [Mis-à-jour, 31.12.2019]

Publié le 2019-12-30 23:15:13



Selon leurs dires, les porcs ont préparé un piège

aux autonomes cette année pour les attraper s'ils en venaient à de nouveau incendier une propriété de l'État. On ne voyait pas vraiment à quoi ça pouvait ressembler, mais nous n'avons pas pris le risque de le découvrir et avons donc avancé la nuit du réveillon de quelques jours.

Le soir du 29 décembre à Leutzsch, nous avons placé quelques combustibles au pied d'un pylône de télécommunication des flics et à quelques bagnoles de l'*Ordnungsamt* [équivalent de la police municipale en France]. Visiblement, la plupart d'entre eux ont pris feu [1].

Le 29 janvier 2020 se tiendra une audience devant le tribunal administratif fédéral sur l'interdiction de linksunten.indymedia.org. Cette attaque est dirigée en premier lieu contre les organes de répression qui ont interdit linksunten.indymedia.org, c'est-à-dire les flics et les chefs des ministères à l'intérieur : si vous nous enlevez nos médias, alors nous détruirons vos affaires.

D'autre part, on a fait valoir que l'issue du procès ne serait pas si important, puisque « *la répression n'est pas à même de réfréner notre désir de consulter et de rédiger nos propres récits indépendants* ». [...]

Samedi 25 janvier 2020 à Leipzig, il y aura une manif sur le thème du procès de Linksunten à 17h sur la Simsonplatz. Allez-y ou faites quelque chose depuis chez vous.

Un autre grand rendez-vous du calendrier de cette année, c'est le sommet UE-Chine axé sur l'économie qui aura lieu à Leipzig du 13 au 15 septembre 2020. Ce sera une rencontre plus large des ennemi.e.s de la liberté qui nous gouvernent à l'heure actuelle, qui échangeront pour faire en sorte que le capitalisme puisse encore mieux fonctionner sur le plan international, voir comment ils peuvent surmonter les barrières commerciales et comment continuer d'intensifier l'exploitation des gens.

De plus, ce tas de vermines, avec ses subalternes et bien sûr leur inévitable appareil de flics et d'indics assaillira la ville. Nous aimerions, cher.e.s camarades, vous inviter à venir à Leipzig à cette occasion afin de commenter ce sommet merdique que nous détestons, d'une manière qui vous conviendra.

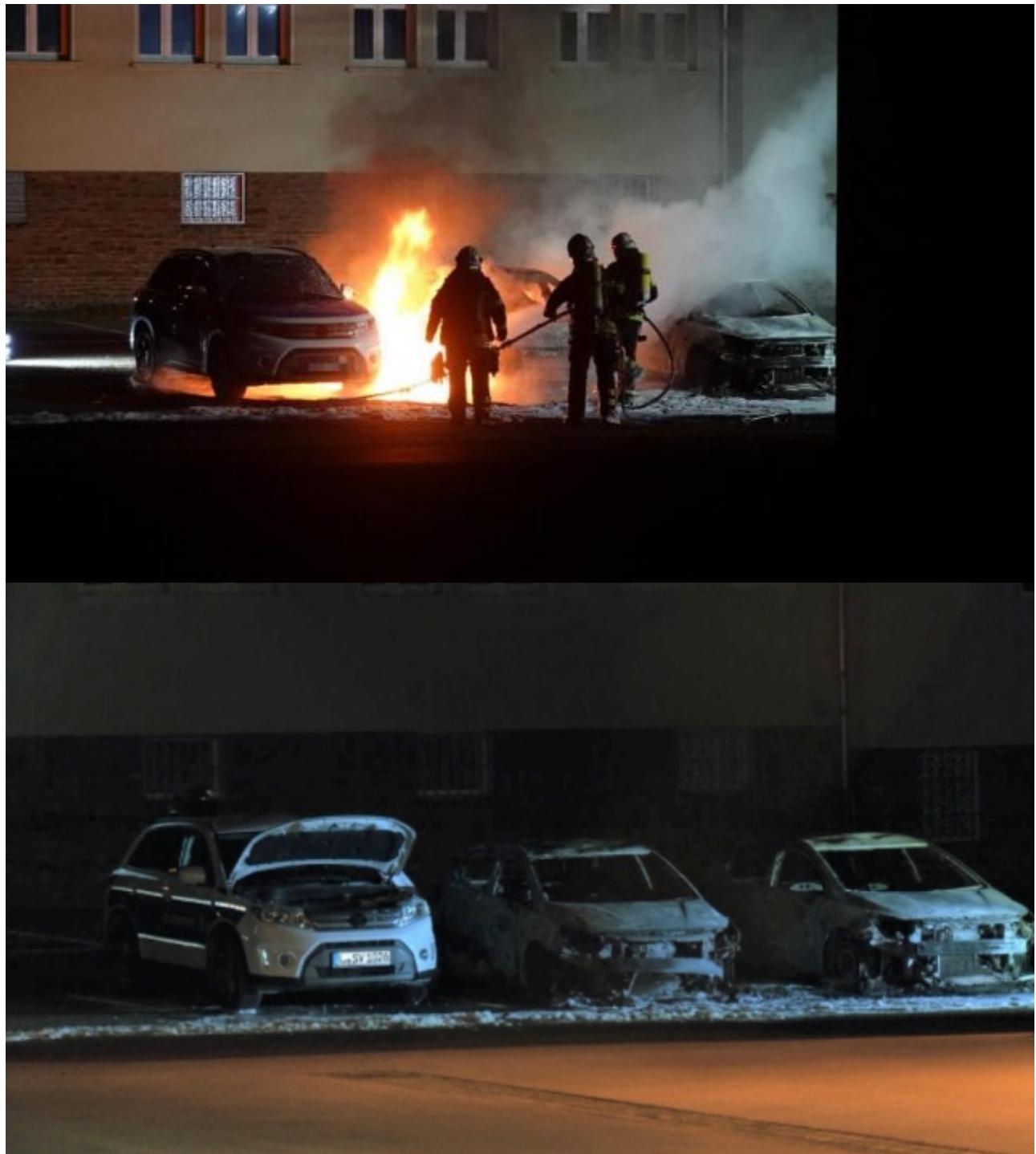
Enfin et surtout, nous saluons les trois du banc public dont le procès s'apprête à débuter le 8 janvier à 13h devant le tribunal régional de Hambourg, Salle 237. Beaucoup de force à vous pour cette période usante.

A Bas l'État – Pour l'anarchie !

[Traduit partiellement de l'allemand de indymedia, 30.12.2019]

NdT:

[1] La presse fait état de cette nuit incendiaire contre la police. Dans la soirée de samedi 29 décembre, les flammes ont embrasé plusieurs véhicules de l'Ordnungsamt garés sur la zone de la direction de la police, située Hans-Driesch-Straße à Leutzsch. Le feu, qui a pris vers 22h20, a entièrement détruit deux voitures, et sévèrement endommagée une troisième, comme le montrent les photos publiées dans la presse. Concernant l'incendie de l'antenne, on apprend qu'elle est située juste à côté, qu'un trou a été fait dans le grillage qui l'entoure, qu'une partie des câbles ont brûlé et que le boîtier électrique a été détruit par les flammes.







Chili : Un regard anarchiste sur la situation de révolte et de répression (deuxième partie)

Publié le 2019-12-31 15:21:08



Cela fait plus d'un mois que nous avons diffusé la

première partie de ce texte, en partageant des informations et des réflexions anarchistes sur le contexte chilien depuis le début de l'ainsi-dite « explosion sociale » qui s'est déclenchée le 18 octobre dernier. Le texte précédent allait jusqu'à la veille de la grande manifestation dans le centre-ville [de Santiago ; NdAtt.], annoncée pour le vendredi 25 octobre.

Depuis ce jour et jusqu'à présent, se sont produits de nombreux événements qui pourraient être exposés en détail ; cependant nous avons sélectionné certains éléments et réflexions qui nous semblent pertinents à diffuser, en sachant que d'autres compas ont également contribué à répertorier et faire circuler des informations sur ce qui se passe dans ces territoires en révolte.

Nous espérons que ces mots que nous envoyons à nos compas de partout puissent à nouveau contribuer à la propagation d'expériences et de réflexions, qui puissent être diffusées dans les langues et les latitudes les plus différentes où s'exprime l'anarchie :

1. LA TENTATIVE RATÉE DE PACIFIER LA RÉVOLTE



Avec plus de 1,5 million de personnes dans le

centre-ville de Santiago, la « plus grande démonstration de l'histoire », auto-convoquée pour le vendredi 25 octobre, a rassemblé toute la diversité des personnes en lutte. Avec une participation des partis politiques de gauche pratiquement nulle et sans aucune capacité de menace de la part des groupes fascistes, toutes les formes de manifestation ont eu lieu jusque tard dans la nuit, malgré la restriction du couvre-feu, y compris une fois de plus des dures émeutes et des affrontements avec les forces répressives, dans le centre et la périphérie de Santiago et d'autres villes.

Alors que la répression faisait son travail, en propageant et en intensifiant ses diverses formes de violences, le gouvernement et les médias ont tenté d'imposer l'idée que cette manifestation serait le point culminant d'un processus par lequel les gens ont exprimé leurs revendications et qu'il était temps d'un « retour à la paix ». Les chaînes de télévision ont achevé cette nuit-là les transmissions conjointes, initiées le 18 octobre, et, suite à la campagne de blanchiment de l'image de l'armée, dans les jours suivants le gouvernement a retiré les troupes des rues. Puis, le samedi 26 et dimanche 27 octobre, a été décrétée la fin du couvre-feu à Santiago et dans d'autres villes du pays.

Le pouvoir pariait le tout pour tout sur un retour à la normale le lundi 28 octobre, mais la réalité a montré quelque chose de complètement différent et peut-être surprenant : des milliers de personnes sont retournées dans les rues et ont occupé le centre-ville avec des *cacerolazos* [manifestations pacifiques, mais très bruyantes, quand tout le monde tape sur des casseroles etc. ; NdAtt.],

des pancartes, des rassemblements, des émeutes et des affrontements avec la police, sous le mot d'ordre « il n'y aura pas de retour à la normale ». Le pouvoir a perdu une nouvelle partie face au mécontentement, la protestation et le chaos généralisé et à partir de là une nouvelle phase d'explosion [sociale ; NdAtt.] a commencé à prendre forme.



PROTESTATIONS ET DES ÉMEUTES

Au fil des jours, les villes se transforment en un

scénario dans lequel le progressif « retour à la normale » du travail, du commerce et du système des transports coexiste et entre en conflit avec la permanence des mobilisations, des émeutes et des instances d'auto-organisation dans les quartiers, par le biais d'assemblées locales et d'autres instances de rencontre et de participation politique.

A partir du lundi 28 octobre, chaque semaine, commencent à avoir lieu trois ou quatre jours de protestations massives et intenses, principalement dans le centre-ville de Santiago. Le palais du gouvernement a d'abord été encerclé par la police et pendant plusieurs jours des émeutes ont éclaté aux abords de ce périmètre. Plus tard, face à l'encerclement répressif autour du palais du gouvernement, les protestations ont continué à s'auto-convoquer dans le secteur de Plaza Italia, lieu emblématique du centre-ville qui a été rebaptisé « Plaza de la Dignidad » par les manifestant.e.s. Les affrontements avec la police, les barricades, les pillages et les attaques contre les locaux de l'État et des entreprises se sont déplacés là-bas, eux aussi.

Dans d'autres régions du pays aussi les protestations se sont poursuivies, avec la présence de manifestant.e.s de différents types qui commencent à exprimer leur gratitude et leur appréciation envers les personnes cagoulées présentes sur l'ainsi-dite « première ligne », en confirmant l'idée que ces personnes sont prêtes à risquer leur vie et leur intégrité physique pour permettre que d'autres puissent manifester. Cette idée s'est maintenue jusqu'ici, en parallèle avec l'accroissement de la répression, la désapprobation croissante à l'encontre du gouvernement et le discrédit massif dont font l'objet les médias

3. DES DISPOSITIFS DE RÉPRESSION MASSIVE ET SÉLECTIVE



Avec le retrait des militaires des rues, c'est la

police, en uniforme et en civil, qui est la force répressive chargée d'attaquer la révolte en cours. Certaines des méthodes et des outils employés pour une répression massive et sélective ont été les suivants :

- des tirs tendus de chevrotine et de grenades lacrymogènes visant le corps de manifestant.e.s, concentrés dans la zone de la tête et des yeux, ce qui a provoqué un grand nombre de personnes blessées, avec des niveaux variables de blessures au visage, au crâne et aux yeux, y compris la perte totale des yeux et e la vue. À ce jour, on décompte plus de 20 des manifestant.e.s mort.e.s et plus de 200 personnes avec de graves lésions oculaires ; particulièrement significatif est le cas de l'étudiant Gustavo Gatica, qui a complètement perdu la vue suite à une attaque policière.
- Des intoxications et brûlures dues aux produits chimiques présents dans le gaz lacrymogène et dans le liquide des canons à eau.
- Des tabassages et des coups de toutes sortes contre des adultes et des mineurs, en plus d'agressions contre personnes et animaux vivant dans la rue.
- Des détentions avec agressions physiques et psychologiques envers toute typologie de manifestant.e.s, y compris des agressions sexuelles de différentes sortes, principalement contre des femmes et des personnes de genre non binaire.
- Des simulations de pelotons d'exécution pour des personnes détenues.
- L'utilisation de drones, de véhicules et de policiers en civil pour chercher, suivre et arrêter les personnes identifiées comme des émeutier.e.s.
- Des agressions et arrestations de personnes qui ne participent pas activement aux manifestations, y compris les bénévoles qui mettent en place des formes autonomes et solidaires de premiers secours pour venir en aide à celles/ceux qui protestent. A titre d'exemple de ce qui précède, on peut citer le cas d'Abel Acuña, un manifestant qui a perdu la vie le 15 novembre, sur la Plaza Dignidad, parce qu'il n'a pas pu être soigné correctement, en raison de l'attaque répressive dirigée contre l'équipe de premiers secours qui essayait de

le ranimer. Il y a aussi le cas de Fabiola Campillai, une femme qui a perdu ses deux yeux et a eu une fracture au crâne, à cause de l'impact d'une grenade lacrymogène qui lui a été lancée au visage par la police, lors d'une émeute, alors qu'elle se rendait à son travail.

– L'acquisition et l'utilisation de nouveaux instruments de répression, comme les dépenses de plusieurs millions pour l'achat de nouveaux véhicules de police, des gaz hautement toxiques capables de provoquer des vomissements et la perte de contrôle du sphincter, des cartouches chargée avec du verre moulu, des grenades incapacitantes et des instruments à impact sonore unidirectionnel, capables d'étourdir et de laisser avec un traumatisme acoustique temporaire ou permanent ceux/celles qui sont frappé.e.s par un choc sonore capable de faire éclater le système auditif humain.

– On a signalé des cas de répression ciblée des manifestant.e.s, des dirigeant.e.s d'organisations sociales, étudiantes et de défense des droits humains, sous forme de menaces de mort, de détentions, soit dans des postes de police soit chez eux/elles, ainsi que des agressions, des traitements dégradants et des interrogatoires avec menaces et tortures de différents types. A ce propos on peut mentionner l'existence de témoignages et de vidéos qui ont dénoncé, le jeudi 21 novembre, l'utilisation de la part de la police d'un centre commercial pillé dans la commune de Quilicura comme lieu secret de détention et de torture pour garder des personnes qui ont été battues, obligées de glorifier la figure du flic et ensuite relâchées au milieu de la nuit complètement nues.

On compte aussi le cas d'un jeune étudiant de la ville de Antofagasta qui, le 6 novembre, a dénoncé le fait que la nuit précédente il avait été intercepté par une camionnette rouge avec des policiers en civil, qui ont essayé de l'embarquer pour un contrôle d'identité. Après le refus du jeune homme, il a reçu un choc électrique à la poitrine et ensuite il a été emmené dans un lieu de détention clandestin, où il a pu voir d'autres personnes arrêtées et battues, tandis que lui il a été torturé avec l'insertion d'aiguilles sous ses ongles, en exigeant qu'il fournisse des renseignements sur les personnes et les organisations qui étaient à la manifestation.

Pour garder et couvrir ces actes répressifs, la police, le gouvernement et la presse ont maintenu une défense et une protection farouches de l'action policière. En parfaite coordination, les autorités policières, les membres du gouvernement, les journalistes et les personnalités des médias au service du pouvoir se sont préoccupés de soutenir la thèse selon laquelle la police est dépassée par l'action criminelle des vandales, tout en censurant les images et les informations à propos de la répression. La stratégie du pouvoir a également

consisté à ignorer ou à remettre en question la véracité des rapports établis par diverses organisations non gouvernementales qui signalent la présence systématiques de méthodes de répression qui violent l'intégrité des personnes, en cherchant à traumatiser le corps de ceux/celles qui protestent. Ignorant ces rapports, le pouvoirs protège les agents de la répression et leur assure l'impunité.

4. LES INITIATIVES INSTITUTIONNELLES : RÉFORMISME ET RÉPRESSION DANS LE



Le soir de jeudi 14 novembre, des représentants

de presque tous les partis politiques présents au Parlement se sont réunis pour discuter d'une solution institutionnelle à la demande d'une nouvelle constitution, en essayant ainsi d'apaiser la révolte avec une issue réformiste. Aux petites heures du matin, ils ont communiqué que leur accord était d'appeler à un plébiscite, en avril 2020, afin de décider par le vote s'il fallait ou pas élaborer une nouvelle constitution pour remplacer celle qui reste en vigueur depuis la dictature de Pinochet. Si l'option d'une nouvelle constitution gagne, un autre plébiscite sera organisé, afin de décider des modalités selon laquelle celle-ci serait écrite.

Une option serait ce qu'ils appellent une « Convention constituante mixte » composée de députés et de délégués spéciaux choisi par le vote afin de participer au processus d'élaboration d'une nouvelle constitution. L'autre option serait ce qu'ils ont convenu d'appeler « Convention nationale constituante », à laquelle ne participeraient pas les membres du Parlement, mais seulement des délégués élus pour la rédaction d'une nouvelle carte constitutionnelle. Cette deuxième option serait la plus proche de la demande d'une assemblée constituante, portée par un secteur important de personnes mobilisées, qui considèrent la constitution actuelle comme un problème structurel à résoudre.

Parallèlement, l'État, la presse et les analystes politiques au service du pouvoir continuent

avec le discours de l'ennemi intérieur, en se concentrant sur la figure des pilleur.euse.s et en faisant passer l'idée qu'il s'agirait de criminel.le.s lié.e.s au trafic de drogue et à l'anarchisme. Avec cela on veut une fois de plus criminaliser la protestation et établir un consensus avec les personnes qui défendent la protestation mais condamnent les pillages, à cause du fait qu'ils « donnent une image négative du mouvement », une stratégie qui cherche – et dans une certaine mesure réussit – à générer au moins un point de friction [*parmi les manifestant.e.s* ; *NdAtt.*] dont profite le pouvoir.

Le 28 novembre, quelques jours seulement après l'accord parlementaire sur le plébiscite constitutionnel, le Parlement a aussi approuvé la volonté de donner cours à des projets de loi présentés par le président Sebastián Piñera, des lois contre les émeutes, contre le port de cagoules, contre les pillages et contre la construction de barricades, en visant à punir plus sévèrement les expressions radicales de protestation et à répandre la peur parmi celles/ceux qui manifestent dans la rue. Il existe en outre un autre projet de loi qui vise à permettre l'emploi des militaires dans les rues sans que soit décrété l' « état d'urgence », sous prétexte de surveiller les « infrastructures stratégiques », qui seraient par exemple, selon le gouvernement et les défenseurs de la proposition, les stations du métro, les centrales électriques et les bâtiments du gouvernement.

Ces tendances répressives ont été rejoints par des groupes de personnes opposées aux manifestations qui, depuis des semaines, s'organisant dans différentes villes pour protéger les locaux commerciaux, nettoyer les rues et aussi s'attaquer aussi aux manifestant.e.s, que ce soit en groupe ou individuellement, comme cela s'est produit le 10 novembre dans la ville de Viña del Mar, où un fanatique néolibéral de droite d'origine états-unienne a tiré sur un groupe de personnes qui participaient à la manifestation. Parmi ces personnes qui collaboraient avec le pouvoir, et sont généralement protégées par la police, on trouve des fascistes convaincus, des bourgeois et des citoyens « de classe moyenne » de toutes sortes, avec un discours de « paix ».

Ce qui est sûr c'est que, depuis le 18 octobre, plus de 35 000 personnes ont été arrêtées dans le cadre des manifestations, parmi elles 2 537 ont été placées en détention préventive, avec des accusations de vandalisme et d'incendie à l'encontre de stations de métro, d'attaques au cocktail Molotov lors des émeutes et d'autres accusations. Une coordination de solidarité avec ces prisonnier.e.s s'est constituée, en les revendiquant.e.s comme les prisonnier.e.s politiques de la révolte.



LUTTE DE RUE

Du 18 octobre à aujourd'hui, on compte 107

attaques contre des postes de police de la part de manifestant.e.s. A cela il faut ajouter l'impact des rassemblements dans la rue de milliers de femmes, lors des manifestations et devant des bâtiments du gouvernement et de la police, afin de dénoncer la violence politique et sexuelle de l'État et de sa répression.

Au fil des semaines, à Santiago commencent à apparaître des appels à déplacer les protestations du centre-ville vers les secteurs riches de l'ainsi-dit « *Barrio alto* » situé à l'est de la Plaza Dignidad. Cela provoque des émeutes, des pillages et des attaques contre des sièges des partis politiques de droite, des locaux commerciaux et des bureaux d'affaires, ainsi que des affrontements avec la police et les citoyens qui défendent la paix des puissants. Un autre élément important s'est avéré être la réponse à la répression. D'une part, à la suite de l'action répressive, l'utilisation massive de masques pour se protéger des gaz lacrymogènes et de lunettes de protection contre les tirs de la police vers les yeux des manifestant.e.s est devenue récurrente et indispensable. L'utilisation de boucliers pour se protéger des projectiles et des grenades lacrymogènes lancés par la police a été une autre innovation nécessaire pour permettre l'action de celles/ceux qui combattent en première ligne, en faisant face aux agents de la répression, qui sont aussi harcelés en permanence par des laser pointés par des manifestant.e.s au loin, ce qui entrave leur action et facilite l'identification des escadrons anti-émeutes au milieu de la nuit. Au milieu de tout cela, des groupes de premiers secours médicaux portent assistance aux manifestant.e.s blessé.e.s, tandis que d'autres individus solidaires aident les personnes affectées par les gaz toxiques et livrent des aliments aux cagoulé.e.s de la première ligne. Les conseils anti-répressifs sont diffusés tant par le bouche à oreille que, massivement, sur les réseaux sociaux, un moyen de communication qui a servi à la police pour identifier des manifestant.e.s, mais qui a aussi joué un rôle important dans la diffusion virale des informations à propos des actions

répressives et des appels à des protestations de masse tout comme à des activités locales.



Depuis la joie révolutionnaire de participer au

devenir chaotique d'un territoire insurgé, nous envoyons des signaux de combat, pendant ces moments dans lesquels le soutien mutuel, l'auto-soin, l'agitation et l'action sont des outils qui aident à répandre l'anarchie, ici et maintenant.

Nous savons que l'histoire montre que les scénarios de révolte et de durcissement du conflit avec l'ordre dominant ont tendance à être plus ou moins cycliques dans leurs progrès et leurs revers, mais nous savons aussi que ces soulèvements sont possibles, nécessaires et que leur force réside dans la participation directe et généralisée d'individus qui rompent, dans l'idée et dans l'action, avec l'ordre établi.

C'est pourquoi nous rejetons l'idéalisation romantique de la révolte avec la même force avec laquelle nous sommes en désaccord avec toute position qui présente comme une vérité incontestable la thèse selon laquelle la propagation chaotique des émeutes aurait été, avant toute, un plan orchestré par le pouvoir.

Ce qui est certain, c'est que malgré tous leurs efforts, le pouvoir et ses forces répressives n'ont pas pu arrêter la subversion des consciences, du sens commun, et l'utilisation des rues comme cadre de la lutte et de la confrontation contre un régime d'oppression.

En ce territoire, on vit une vie quotidienne faite de grande mobilisation et aussi d'éléments qui génèrent des tensions et des émotions de très différents types : la fatigue, l'épuisement, la colère et la peur jusqu'à la joie, la camaraderie, le courage et le désir de continuer à lutter, plus et mieux, avec nos affinités et avec les personnes avec qui nous interagissons dans le caractère multiforme de la révolte.

S'il est une chose dont nous ne doutons pas, c'est que cette fissure qui s'est ouverte dans le régime néolibéral chilien a fait place à un contexte qui combine de multiples éléments du passé, du présent post-moderne et de l'avenir de la guerre historique entre les personnes qui détiennent le pouvoir et celles qui se rebellent contre l'oppression.

Jusqu'à ce jour, de tels scénarios de révolte ont été et sont vécus par des compas du monde entier. Leurs expériences et ce qu'ils/elles ont appris ne manqueront pas d'attiser nos réflexions, comme déjà chaque geste de solidarité, matérialisé par la parole et par l'action, attise notre esprit.

PARCE QUE ICI ET MAINTENANT C'EST LA MEILLEURE SITUATION POUR L'ANARCHIE ET LA LIBERTÉ

NOUS CONTINUONS À LUTTER POUR COMBATTRE ET ÉCRASER, PARTOUT, LE CAPITALISME ET TOUTE FORME D'AUTORITÉ

Chili, le 18 décembre 2019

Sin banderas ni fronteras

Des mauvais moments pour les bleus (fin décembre 2019)

Publié le 2019-12-31 15:21:08

Strasbourg : Un avant-goût de la Saint-Sylvestre

L'Alsace / dimanche 29 décembre 2019

Alors que la nuit de la Saint-Sylvestre se rapproche à grands pas, pompiers et policiers sont déjà sur le pied de guerre. Dans les quartiers de Strasbourg, cela fait **plusieurs soirées qu'ils doivent sortir pour des feux de poubelles et de véhicules, accompagnés parfois d'épisodes de caillassage.**

Les violences urbaines sont encore montées d'un cran samedi soir et durant la nuit qui a suivi. Trois poussées de fièvre se sont succédé dans différents secteurs du sud et de l'ouest de l'agglomération strasbourgeoise : d'abord entre 19 h 30 et 21 h, puis entre 23 h et 1 h, enfin vers 5 h du matin.

Au total, une quinzaine de véhicules et une trentaine de poubelles ont été incendiés. Les sapeurs-pompiers et les forces de l'ordre ont à plusieurs reprises essayé des tirs tendus de mortiers et de fusées. Aucun blessé n'est à déplorer. La police a répliqué en faisant usage de gaz lacrymogène.

Six incendiaires présumés ont été interpellés. Âgés de 13 à 16 ans, ils sont actuellement en garde à vue à l'hôtel de police de Strasbourg. Les images de vidéosurveillance vont être exploitées afin d'identifier d'autres participants à ces violences urbaines.

Grasse (Alpes-Maritimes) : Les mats des caméras tombent, les flics en prennent pour leur grade

France Bleu / mardi 24 décembre 2019



Les tensions ont éclaté ce lundi soir vers 21h dans

le quartier des Fleurs à Grasse -anciennement baptisé quartier de la Blaquièr. **Entre quarante et cinquante jeunes, qui venaient de scier des caméras de surveillance, s'en sont pris à des équipages de police.**

Trois mâts supportant des caméras ont été scié à la disqueuse, 16 caméras sont endommagées selon le maire de Grasse mais 14 sont de nouveau en service, des poubelles ont été incendiées. Puis la situation s'est envenimée face aux forces de l'ordre. **Des véhicules de police ont reçu une dizaine de mortiers d'artifice, des objets projetés via des tubes en carton à plusieurs mètres de distance.** La brigade anti-criminalité a appelé des renforts. Il n'y a pas eu de blessé..

Une opération de sécurisation est en cours sur place, menée par la police et des agents municipaux. Il faudra comprendre les motivations des auteurs, et il devrait y avoir des interpellations ces prochaines heures. « *La présence policière sera renforcée ces heures et jours prochains, des effectifs en civil et en tenues pendant ces fêtes* » précise Guillaume Cardy, directeur départemental adjoint de la sécurité Publique des Alpes maritimes. [...]



Les pompiers, des fidèles serviteurs de l'ordre

Le Monde / mercredi 18 décembre 2019

[...] **Depuis des années, les sapeurs-pompiers subissent une hausse continue des agressions.** De 2017 à 2018, selon une note de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (OND RP) publiée mercredi 18 décembre, **le nombre de sapeurs-pompiers qui ont déclaré avoir été victimes d'une agression a augmenté de 21 %.**

L'année dernière, 3 411 sapeurs-pompiers ont déclaré avoir été victimes d'une agression contre 2 813 en 2017. Pour 2018, cela représente en moyenne sept pompiers agressés pour 10 000 interventions ; un chiffre en hausse exponentielle par rapport à 2016 (5 pour 10 000) et 2017 (6 pour 10 000), constate l'OND RP.

L'Observatoire fait valoir que la hausse a été continue depuis dix ans : en 2008, « seuls » 899 soldats du feu avaient déclaré une agression, soit une hausse de 280 % sur dix ans. [...]

Dans un rapport rendu public mercredi 11 décembre, des sénateurs ont appelé le gouvernement à se mobiliser pour enrayer la hausse de ces agressions. Lors du 126^e congrès des sapeurs-pompiers en septembre, le ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, s'était engagé « à *tout faire* » pour la sécurité des agents, avec une grande campagne de communication et l'expérimentation des caméras-piétons.

Selon l'OND RP, plus de la moitié des pompiers qui ont été agressés en 2018 étaient des professionnels (55 % du total) alors qu'ils représentent 17 % des effectifs. **A Marseille et dans l'agglomération parisienne, où les pompiers sont des militaires, l'augmentation est respectivement de + 18 % et + 48 %.**

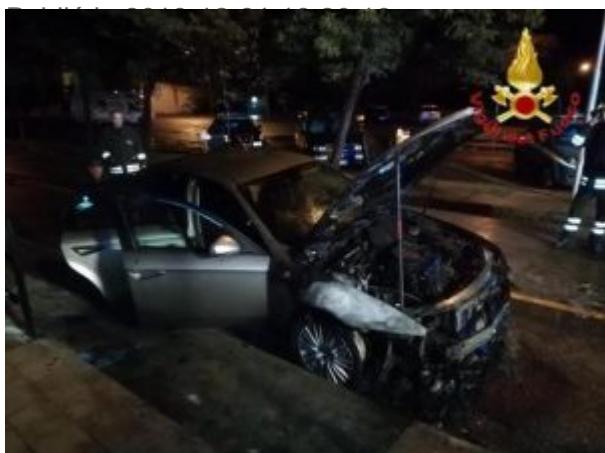
C'est en Nouvelle-Aquitaine que le taux d'agression pour 10 000 interventions est le plus élevé (16) suivi par Bourgogne-Franche-Comté (9). La région Pays de la Loire se caractérise par une forte augmentation entre 2017 et 2018 (+ 146 %).

En France, sur les 3 411 pompiers ayant été agressés en 2018, 2 241 ont déposé plainte, soit 66 % d'entre eux. Les agressions ont donné lieu à 1 424 jours d'arrêt de travail. Avec 521 jours, la région Ile-de-France présente le nombre plus élevé. Quatre cent cinquante

véhicules de pompiers ont été endommagés en 2018, selon les données de l'ONDRP.

L'ensemble des services départementaux, y compris les sapeurs-pompiers de Paris, et leurs homologues de Marseille ont déposé 399 plaintes pour dégradations de biens en 2018, contre 326 en 2017, soit une hausse de 22 %.

Tortolì (Sardaigne), Italie : Incendie de la voiture personnelle du chef des carabiniers – 17 novembre 2019



Tortoli, 17 novembre 2019. Dans la nuit, attaque

incendiaire par des anonymes contre la voiture du commandant des Carabnieri de Tortoli, Marcello Cangelosi. La voiture, une Alfa 159, a été incendiée juste en face de la caserne, près du domicile du militaire. Les collègues de l'adjudant-chef et les pompiers sont intervenus sur place, mais ils n'ont rien pu faire pour sauver la voiture.

[Traduit de insuscettibile di ravvedimento, 30.12.2019]

Munich (Allemagne) : Des câbles de Vodafone et des services municipaux incendiés

Publié le 2019-12-31 18:20:16

de.indymedia.org / lundi 30 décembre 2019

Dans la nuit du 19 décembre 2019, **nous avons saboté avec le feu deux câbles, parmi les principaux, de Vodafone et des services municipaux de la ville de Munich, sur deux ponts de l'Isar**. En plus de grandes entreprises comme BMW, ces câbles alimentent la Centrale thermique nord des services municipaux de Munich. L'objectif était de causer le plus de dommages matériels possible, afin de s'attaquer concrètement à la politique climatique dominante.

Dans la Centrale thermique nord on continuera pendant de nombreuses années encore à brûler du charbon, pour produire de l'électricité et du chauffage urbain. La ville de Munich ignore systématiquement le référendum qui a statué contre la poursuite de l'exploitation, la centrale doit rester connectée au réseau de chauffage urbain comme réserve principale – la seule possibilité pour imposer un arrêt anticipé est donc d'augmenter les coûts pour les services municipaux.

Nous ne pouvons pas évaluer exactement l'ampleur des perturbations causées par nos petits incendies. Dans des rares articles de journaux, on parle de travaux de réparation qui prendront des jours, ainsi que de dommages matériels d'au moins 100 000 euros.

La sortie du charbon est un travail qui se fait à la main.

Abolir le capitalisme.

Couper le jus des tueurs de climat.

Salutations chaleureuses aux 3 de la Parkbank.